

L'APPUI DU TRADE FOR DEVELOPMENT CENTRE
AUX COOPÉRATIVES DE CAFÉ BURUNDAISES



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT



Table des matières



01 Evolution récente du secteur du café au Burundi

- Le café au Burundi (p.4)
- Un secteur en crise (p.5)
- Une privatisation contestée (p.7)

02 L'appui du Trade for Development Centre aux coopératives de café

- Renforcement des capacités d'assistance technique de l'union COCOCA (p.11)
- Renforcement des capacités et adduction d'eau potable à la coopérative DUSANGIRIJAMBO (p.12)
- Utilisation de fertilisants bio pour améliorer la qualité du café de la coopérative NKAMWA YACU (p.13)

EVOLUTION RÉCENTE DU SECTEUR DU CAFÉ AU BURUNDI

Le secteur du café est très important pour l'économie burundaise, puisqu'il génère plus de la moitié des recettes à l'exportation. Il est toutefois dans un processus de privatisation risquant de mettre en péril la sécurité alimentaire de nombreux paysans.

En réaction, les caféiculteurs se réunissent en coopératives et construisent leurs propres stations de lavage.

01

LE CAFÉ AU BURUNDI

Un des pays les plus pauvres du monde

Peu stable politiquement, le Burundi, ce petit pays d'Afrique Centrale de 27 834 km² et de 8,6 millions d'habitants (340 habitants/km²), est l'un des plus pauvres du monde.

178^e sur 186 au classement IDH, 66% de sa population vivent sous le seuil de pauvreté et 60% sont chroniquement mal nourris.



Source : www.le-voyage-autrement.com/destinations/burundi/

Le café des missionnaires

Introduite au Burundi par les missionnaires catholiques en 1903, la culture du café est très importante dans l'économie burundaise.

Elle constitue la principale source de revenus pour près de **750 000 familles**, soit 55% de la population, et, selon les années, génère de **50 à 85% des recettes d'exportation**. C'est dans le nord, dans les collines des provinces de Ngozi et Kayanza que pousse le meilleur café.

Comme au Rwanda, c'est la variété « Bourbon » qui y est principalement plantée, sur des terrains volcaniques très fertiles et situés à une altitude élevée, allant de 1650 à 1950 mètres. Elle produit un café arabica doux de haute qualité.

Les parcelles, environ 12 ares par familles, sont très petites et comptent en moyennes 200 pieds de caféiers, au milieu d'un peu d'élevage et d'autres cultures, comme les bananes, les haricots et le manioc.

Le Burundi exporte principalement le café lavé* « Washed » et « Fully Washed », et, en petite quantité, du café de spécialité (Fairtrade, bio...).

* La pulpe des cerises est retirée à l'aide d'une machine (dépulpeuse) et les fruits sont ensuite placés dans des cuves remplies d'eau pour faciliter la fermentation et l'élimination des résidus de pulpe.

UN SECTEUR EN CRISE

Après l'indépendance en 1962, la filière café est entièrement contrôlée par l'Etat qui en gère tous les maillons – production, transformation et commercialisation - à travers les SOGESTAL, les Sociétés de Gestion des stations de lavage. Les agriculteurs vendent leur café à l'une des 133 SOGESTAL à un prix fixé par le gouvernement.

Dans les années '90, le secteur du café connaît une **crise importante**, causée par l'insécurité dans le pays, une cyclicité anormale (une bonne production suivie d'une faible production), le vieillissement des caféiers, la chute des cours mondiaux et les faibles prix, fixés par l'Etat, perçus par les producteurs. Ces derniers, découragés, mais ne pouvant arracher leurs plants de café suite à une interdiction des autorités publiques, les négligent, privilégiant les cultures vivrières et celle de la banane à bière, plus rémunératrices.

La situation est telle que tous les acteurs, y compris les producteurs, sont d'**accord pour privatiser la filière**, du moins en partie. Mais la guerre civile qui éclate en 2003 bloque le processus, jusqu'en 2008, moment où la Banque mondiale conditionne son appui budgétaire (correspondant à 51% du budget de l'Etat en 2009), à une privatisation de la filière café.





Dépulpeuse © Counter Culture Coffee

UNE PRIVATISATION CONTESTÉE

La stratégie adoptée en 2008 fut **loin de faire l'unanimité**. Elle s'articulait autour de deux axes principaux :

- la vente des actifs de l'Etat dans la filière (soit principalement la vente de 133 stations de lavage, de 2 usines de déparchage* et de conditionnement du café) à des opérateurs privés essentiellement étranger, seuls à même, selon la Banque mondiale, d'amener les capitaux et la compétence nécessaires à la relance d'une filière à la dérive.
- la mise en place d'un nouveau cadre institutionnel et réglementaire de la filière. L'ancien Office du café du Burundi (OCIBU) est remplacé par l'Autorité de régulation de la filière café (ARFIC), et par InterCafé, qui rassemble les principaux acteurs du secteur.

La procédure excluait de fait les caféiculteurs puisque les acquéreurs potentiels devaient disposer d'un compte bancaire avec un solde d'un million de dollars depuis au moins trois ans. Les producteurs n'avaient d'ailleurs pas, a priori, les moyens financiers d'acheter les stations de lavage dont le coût allait de 60.000 à 150.000 USD.

Or, les caféiculteurs, organisés au sein de la CNAC (la Confédération nationale des associations de caféiculteurs – voir encadré) réclamaient que minimum 50% des parts des stations de lavage leurs reviennent. Car depuis plus de deux décennies, une redevance de 60 FBu/kg de café-cerise était prélevée à chaque producteur pour rembourser la dette contractée par l'Etat dans les années '80, à l'époque de la construction des stations de lavage.**

*Lors du déparchage, les fèves de café sont débarrassées de leur dernière enveloppe de protection, la parche (le dépulpage aura préalablement permis de dégager les grains de café de la pulpe). Le déparchage permet d'obtenir le café vert, prêt à être trié et exporté vers un torréfacteur.

**Dossier de demande d'appui introduit par la CNAC auprès du Trade for Development Centre en 2012.

La CNAC

La Confédération Nationale des Associations des Caféiculteurs

Créée en 2004, la CNAC compte 130.000 membres. Elle représente les producteurs de café et défend leurs intérêts (prix payés, commercialisation, etc.) au sein de différentes instances de décision, notamment dans le cadre du processus de désengagement de l'Etat de la filière café.

Elle développe également des relations de solidarité, d'échange et de transfert de technologies entre les associations, coopératives des caféiculteurs du Burundi et celles d'autres pays.

La CNAC est soutenue par deux ONG locales : Inades et Adisco, ainsi que par la Fondation Roi Baudouin, Solidarité socialiste et l'IRED de Genève.

www.cnacburundi.org

Une chute des prix et de la production

Pour Joseph Ntirabampa, président de la CNAC, la privatisation n'a produit que des résultats négatifs : les sociétés de déparchage font des bénéfices au détriment des caféiculteurs qui ont vu les prix chuter.*

« Nous travaillons à perte. En 2012, j'ai obtenu 460 francs burundais (FBU) par kilo de cerises de café (0,25 euro) alors que pour rentabiliser ma parcelle, le prix devrait être de 1000 FBU le kilo ».** Pas étonnant dès lors que beaucoup de caféiculteurs trouvent plus intéressant de cultiver le haricot qui s'achetait en 2013 à plus de 1500 FBU le kilo plutôt que de travailler leur champ de caféier.



Une station de lavage de grains de café. Crédit photo : Counter Culture Coffee

*Philippe Ngendakumana, Privatisation de la filière café : un bilan mitigé, IWACU, 28 septembre 2014. <http://www.iwacu-burundi.org/privatisation-de-la-filiere-cafe-un-bilan-mitige>

** Matthieu Millecamps, *Les paysans burundais confrontés à la privatisation de la filière café*, Rfi, 25 août 2013



Les conditions dans lesquelles cette privatisation s'est faite sont proprement scandaleuses, les caféiculteurs n'ayant pas la possibilité de racheter les actifs dont ils dépendent pour la transformation de la graine de café et pour la commercialisation. Webcor est une firme suisse qui a racheté, à travers un appel d'offres de 2009, 117 usines de traitement du café sur un total de 145, ceci à des conditions tout à fait étonnantes puisque Web Cor a payé en moyenne 77 000 dollars par usine alors que ces usines valent beaucoup plus.

L'appel d'offres était calculé pour que les caféiculteurs ne puissent pas racheter ces usines puisqu'il fallait avoir un chiffre d'affaires d'au moins 1 million de dollars sur les trois années précédentes, ce que les caféiculteurs burundais ne pouvaient pas faire. J'interprète cette démarche de la Banque mondiale comme une tentative de forcer l'Etat burundais à liquider les actifs de l'Etat au détriment des petits producteurs de café burundais.



Olivier de Schutter, ancien rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, dans une interview accordée à Jean-Pierre Boris sur RFI, le jeudi 25 avril 2013.

L'abandon des cultures a bien entendu son **effet sur la production globale**. En 2004, celle de la province de Kayanza s'élevait à 45 000 tonnes de café. Neuf ans plus tard, elle n'était plus que de 1000 tonnes. Pour Anselme Nyarushatsi, directeur de la Sogestal Kayanza : « C'est une dégringolade progressive depuis que le processus de libéralisation a débuté dans la filière. »*

« Le pays est en train de réformer la filière café d'une manière qui risque de **déstabiliser les moyens de subsistance d'un grand nombre de petits producteurs** » mettent en garde en 2013 le Rapporteur Spécial auprès des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, et l'Expert Indépendant sur la dette extérieure et ses effets sur les droits de l'homme, Cephass Lumina.

Pour eux, une réforme de la filière qui permettrait aux coopératives de producteurs de café de capter une plus grande partie de la valeur du café serait donc souhaitable : elle augmenterait la contribution de la production caféière à la réduction de la pauvreté et au développement rural.

Entre temps, **les producteurs**, encouragés par la CNAC, **s'organisent et se regroupent en coopératives**, notamment pour réunir les sommes nécessaires à la construction de petites stations de lavage «SDL ». Aujourd'hui, sur 104 coopératives, une vingtaine ont déjà construit la leur et perçoivent un peu plus de valeur ajoutée.

Une stratégie de privatisation révisée

La chute de la production et l'organisation des producteurs ont amené le gouvernement burundais à réviser sa stratégie de privatisation en septembre 2014, à la satisfaction de la CNAC.

Dans le cadre de cette troisième phase de vente des actifs de l'Etat, les producteurs auront la possibilité d'acheter 30 des 77 stations de lavage mises en vente.



Séchage du café au soleil © Counter Culture Coffee

* Armel-Gilbert Bukeyeneza, *Kayanza : bye-bye le café*, 28 juillet 2013.

L'APPUI DU TRADE FOR DEVELOPMENT CENTRE

Le Trade for Development Centre est un programme de la CTB, l'Agence belge de développement.

Il a pour objectif de promouvoir un commerce équitable et durable, et d'améliorer l'accès au marché des micro-, petites et moyennes entreprises établies dans les pays du Sud.

Le TDC soutient 3 projets dans le secteur du café au Burundi, pour permettre aux producteurs de percevoir une plus grande part de la valeur ajoutée.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'UNION COCOCA

En 2012, après une visite de la CNAC (Confédération nationale des producteurs de café) à la coopérative de café Oromia en Ethiopie, les représentants des coopératives furent convaincus de travailler ensemble pour avoir accès aux financements, améliorer la qualité du café et le vendre sur le marché mondial.*

Le 15 octobre de la même année, "l'Union des coopératives des caféiculteurs" – COCOCA voyait le jour, avec pour mission de coordonner la production, la transformation et la commercialisation du café de ses membres.

*Steven De Craen, Trade for Development Centre

L'Union compte aujourd'hui 17 membres, représentant 6416 personnes, tout en offrant des services à neuf coopératives supplémentaires. COCOCA cible spécifiquement le marché des cafés de spécialité (bio, équitable...).

Toutefois, le manque de ressources humaines empêche COCOCA de répondre aux besoins en assistance technique de ses membres. Aujourd'hui, seul 1/5 de la production est vendu comme café de qualité supérieure.

Le projet soutenu par le TDC vient donc renforcer l'Union en ce sens. Des animateurs seront engagés pour la diffusion de bonnes pratiques agricoles aux coopératives.

Chiffres clés

Contribution du TDC : 115.000 euros

Durée du projet : 3 ans

Bénéficiaires : 6.416 producteurs

Un comptable améliorera leur gestion financière et un expert marketing sera en charge de la recherche des marchés et de la commercialisation du café à un prix rémunérateur.

Dans le futur, COCOCA prévoit la vente de café sur le marché local, aux consommateurs burundais. Le nom de la marque a déjà été trouvé : Horomama.

Tables de séchage du café. Crédit photo : Jory



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET ADDUCTION D'EAU POTABLE À LA COOPÉRATIVE DUSANGIRIJAMBO

Cette coopérative, composée de 400 membres (73 femmes et 323 hommes) fut créée en 2009 dans le nord de la province de Kayanza, une des principales régions caféières du Burundi.

Certifiée Fairtrade en 2013, elle est membre de COCOCA et dispose de sa propre station de lavage.

Malgré ses réalisations importantes, la coopérative ne dispose pas aujourd'hui du management nécessaire à son bon fonctionnement. Et l'eau utilisée pour laver son café n'est pas suffisamment propre.

Le projet soutenu par le TDC prévoit donc l'engagement d'un gestionnaire en charge de la coordination de la coopérative, qui s'appuiera sur COCOCA pour l'organisation de formations sur le bon fonctionnement de coopératives.

Un agronome accompagnera les membres dans l'amélioration des pratiques agricoles, privilégiant une agriculture biologique et durable.

L'adduction d'eau potable à la station de lavage permettra, quant à elle, d'augmenter la qualité du café produit, avec un impact direct sur les revenus des producteurs.

Chiffres clés

Contribution du TDC : 69.000 euros

Durée du projet : 3 ans

Bénéficiaires : 400 producteurs

Dusangirijambo a de l'ambition, et veut faire adhérer pratiquement tous les producteurs des environs, pour augmenter les volumes produits et vendus.



UTILISATION DE FERTILISANTS BIO POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DU CAFÉ DE LA COOPÉRATIVE NKAMWA YACU

Créée en 2007, la coopérative Nkamwa Yacu organise les caféiculteurs des collines de Wingoma, dans la province de Muinga, près de la frontière tanzanienne. Elle compte **339 membres** (276 hommes et 63 femmes) et s'est dotée de sa propre station de lavage et de dépulpage en 2010.

Nkamwa Yacu fait face aujourd'hui à une diminution de la production par manque de fertilisant adéquat. Les caféiers ne rapportent plus suffisamment.

Le projet financé par le Trade for Development Centre vise à accroître la production et la qualité du café par **l'utilisation d'engrais organique**.

4 sites de compostage seront installés au sein de la coopérative et 45 vaches et chèvres produiront le fumier. Les producteurs seront formés à la préparation de la fumure et à la fertilisation des caféiers. Des efforts qui devraient être couronnés d'une certification biologique.

Différentes mesures seront prises pour freiner l'érosion des sols, comme la plantation d'herbes fixatrices dans les collines, sur des courbes de niveau de 20km.

Par ailleurs, afin d'attirer de nouveaux producteurs, un consultant essaiera de convaincre de l'importance et des avantages d'être membre d'une coopérative.

Chiffres clés

Contribution du TDC : **35.000 euros**

Durée du projet : **2 ans**

Bénéficiaires : **339 producteurs**



Membres de la coopérative Nkamwa Yacu © CTB, Steven De Craen

TRADE FOR DEVELOPMENT CENTRE

*CTB, 147 rue Haute
1000 Bruxelles
www.befair.be*



**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be**

© CTB, agence belge de développement – Mars 2015.

Réalisation : Samuel Poos.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de son auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.

Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et l'auteur.

Editeur responsable : Carl Michiels, 147 rue Haute 1000 Bruxelles

Photo de couverture : © [Counter Culture Coffee](#)